

SONELGAZ LANCE UNE CAMPAGNE DE SENSIBILISATION

Informers pour éviter les drames

C'est pendant la saison hivernale que le gaz tue le plus. Au cours de cette période à risques, la Sonelgaz multiplie les campagnes d'information pour l'utilisation de cette énergie qui peut piéger ses utilisateurs.

Fatma Zohra - B. - Alger (Le Soir) - Il s'agit par là et par le biais de la prévention, de limiter le nombre d'accidents et de pertes humaines. A cet effet, la Sonelgaz a organisé hier une conférence de presse au siège de distribution d'Alger pour vulgariser sa stratégie de sensibilisation. Et encore une fois l'entreprise alerte sur les risques de la mauvaise utilisation du gaz qui augmente chaque année le nombre de victimes.

Pour ce qui est du bilan de l'année 2007, 7 accidents ont été enregistrés à Alger. Ils ont causé quatre décès ainsi que des blessés suite à des explosions de gaz. Trois personnes sont aussi décédées par asphyxie suite à l'inhalation de gaz brûlés et deux personnes ont été blessées après une fuite et une explosion de gaz.

Dans le bilan présenté par la protection civile, la situation reste tout aussi alarmante puisque de janvier à septembre, 471 interventions ont été effectuées suite



18 000 abonnés de plus chaque année.

à des incidents dus au gaz. Les explosions de gaz ont aussi fait leur lot de victimes puisque pas moins de 7 personnes ont trouvé la mort et 58 autres ont été blessées.

Dans son intervention, M. Boukhila responsable à la Sonelgaz a évoqué la sensibilisation des tiers quant à l'utilisation du gaz qui est cruciale et peut éviter des pertes humaines.

Ainsi et de 2004 à ce jour, il y a eu 163 décès et 468 blessés alors que depuis le début de l'année, 7 personnes sont décédées et 93 ont été blessées. Pour une période de quatre années, 211 accidents ont été enre-

gistrés. Ceci d'autant que l'utilisation du gaz s'amplifie d'année en année. Selon l'intervenant, au 31 décembre 2006, le gaz a été distribué à 383 452 clients et servi en basse pression.

De 2001 à 2006 il y a eu 80 000 clients, avec chaque année 18 000 abonnés en plus. Pour ce qui est des réseaux, ils atteignent 2841 KM en 2001 et plus de 4000 en 2006. Par ailleurs et dans le cadre des opérations de sensibilisation, les enfants ont été ciblés et 62 établissements ont bénéficié de campagnes d'information. Parmi eux, 25 écoles primaires, 11 lycées et 26 éta-

blissements d'enseignement moyen. Des affichages ont aussi été effectués dans des lieux publics.

Les campagnes de sensibilisation de la Sonelgaz expliquent notamment que l'intoxication par le monoxyde de carbone est l'une des principales causes de décès en Algérie.

Les enfants sont particulièrement touchés par cette intoxication et sont souvent hospitalisés dans un état grave. Le principal danger du monoxyde de carbone est qu'il n'est pas décelable du fait qu'il est inodore et incolore.

F-Z. B.

SMAÏL AMIROUCHE AU FORUM D'EL BAHDJA

Alger sera sécurisée en eau potable avant 2009

Alger sera sécurisée sur le plan de l'approvisionnement en eau potable à partir de janvier 2008. A en croire le premier responsable de la direction de l'hydraulique de la wilaya d'Alger, d'ici la fin de l'année 2008, «il y aura de l'eau dans les robinets 24h/24». La tarification, elle, ne connaîtra pas de hausse.

Invité hier au forum d'El Bahdja, Smail Amirouche, directeur de l'hydraulique de la wilaya d'Alger, estime que le schéma directeur élaboré puis actualisé en 1995, commence à donner des résultats tangibles. Retraçant les grands projets relatifs à son secteur, M. Amirouche a assuré pouvoir arriver «à une sécurisation de la capitale en eau potable avant la fin de l'année 2008». Cela sera assuré grâce à l'apport «supplémentaire» des stations de dessalement des eaux de mer. Alimentée à partir des barrages de Keddara, de Béni-Amrane et du Hamiz, en plus des nappes souterraines existantes, la capitale pourra dès janvier exploiter les eaux épurées. S'ajoute à cela le projet de transfert d'eau du grand barrage de Taksebt vers Alger. L'opération de transfert débutera en janvier 2008. En plus de ces sources d'approvisionnement, le DH citera la station de dessalement des eaux de mer du Hamma. Avec une capacité de 200 000 m³/jour, cette sta-

tion permettra d'assurer presque le tiers des besoins quotidiens de la capitale. Estimé à 700 000 mètres cubes par jour, ce besoin quotidien en eau potable sera assuré à hauteur de 200 000m³/jour par la station d'El Hamma; 300 000m³ proviendront des forages et 200 000 m³ du barrage de Taksebt. On notera que la direction de l'hydraulique a réalisé plusieurs infrastructures d'épuration des eaux usées, à l'image de celles de Aïn-Bénian et de Baraki. Un projet qui a démarré il y a 10 ans. Le directeur de l'hydraulique de la wilaya d'Alger est revenu sur la collecte des eaux usées, de leur épuration et de leur réutilisation dans l'irrigation. Selon ce dernier, «une quantité sera destinée aux terres agricoles et une autre sera pompée vers les réservoirs de la forêt de Bainem. Elle servira au reboisement et en cas de feux de forêt. Revenant sur les dernières perturbations climatiques du 25 au 30 novembre, qui ont causé beaucoup de dégâts, il dira que «des opérations hebdomadaires de nettoyage et de dévasement des oueds sont assurées par une quinzaine d'entreprises spécialisées».

Des moyens supplémentaires (Seaal, Asrout) ont permis de faciliter les opérations. Pour pallier l'épineux problème du débordement des oueds dans la capitale, le directeur de l'hydraulique a assuré hier qu'«à l'instar de oued-El-Harrach, des travaux

d'élargissement notamment sont entrepris au niveau des oueds». S'agissant des constructions sur les rivages des oueds et des zones inondables, ce responsable a insisté sur la nécessité de libérer ces endroits. Il a rappelé l'existence de lois interdisant ces constructions. Dans un premier lieu, «on prévoit d'interdire les constructions nouvelles dans ces zones». Ensuite, il s'agira «d'éliminer progressivement les habitations illucites existantes». Concernant la question relative aux rejets industriels, S. Amirouche précise que «c'est la préoccupation des industriels. Ils sont priés de prétraiter leurs eaux». A défaut de se doter de station de traitement des rejets industriels, il serait possible de «voir certaines industries fermées». Le ministère de l'Environnement et de l'Aménagement du territoire œuvrera dans ce sens.

En outre, on relèvera que des chantiers de réalisation de collecteurs des eaux usées pour les acheminer vers les stations d'épuration sont en cours de réalisation. Nous citerons, à titre d'exemple, le collecteur de Raïs-Hamidou (Pointe-Pescade) dont le coût de réalisation a atteint 6 milliards de dinars. Enfin, pour ce responsable, il est temps «d'aller vers une économie de l'eau», notamment en réduisant les fuites, les picages d'eau et en renouvelant les systèmes de comptage.

W. Z.

XIIe CONGRÈS
DU FRONT POLISARIOLes délégués
intransigeants

De notre envoyé spécial dans les territoires sahraouis libérés, Tarek Hafid

Le débat général autour du rapport moral du secrétaire général du Front Polisario a donné lieu à de vives interventions. Poursuite des négociations, reprise de la lutte armée, pressions internationales... Mohamed Abdelaziz a répondu durant une heure et demie aux interpellations des délégués.

«Que les femmes rentrent toutes dans les camps et que les hommes partent dès aujourd'hui au front. Qu'on en finisse, notre patience n'a que trop duré».

Cette sentence lâchée par un jeune militaire, lors du débat général, démontre à elle seule la détermination des Sahraouis à en finir avec la situation de ni-guerre ni-paix imposée depuis plus de 16 années.

La question de la reprise de la lutte armée est revenue comme un leitmotiv dans les 92 interventions enregistrées lors de ce débat.

La recherche d'une «autre voie» fait consensus. «Si les responsables politiques sont convaincus du fait qu'il n'y a aucune volonté des Marocains à trouver une solution, il faudra alors mettre un terme aux négociations».

Pourquoi négocier si c'est pour perdre du temps», a déclaré un autre congressiste. Des délégués ont reproché à la direction sortante certaines «concessions». A l'instar de la libération de la totalité des détenus marocains, considérés, par ces congressistes, comme un des principaux moyens de pression contre le gouvernement marocain.

Répondant à ses détracteurs, Mohamed Abdelaziz a expliqué que la libération des prisonniers militaires marocains est un acte humanitaire. «Ils avaient vieilli, nous nous devions de les rendre à leurs familles. Ils n'allaient quand même pas mourir chez nous. Je considère que c'est un acte humanitaire», a-t-il indiqué dans son intervention qui aura duré une heure et demie.

Quant à la question de l'arrêt des négociations et de la reprise de la lutte armée, le secrétaire général du Front Polisario a insisté sur la souveraineté du congrès en matière de prise de décision.

L'insinuation est claire : la prochaine direction respectera les choix adoptés par le congrès de Tifariti. Quel que soit ce choix.

Toutefois, le président de la RASD a mis en garde l'assistance contre toute décision précipitée.

S'appuyant sur des données géostratégiques actuelles, il a dit s'attendre à des réactions négatives de la part de certains alliés du Maroc en cas de reprise de la lutte armée. Mohamed Abdelaziz a cité nommément la France et l'Espagne.

Selon lui, ces deux pays pourraient entreprendre des actions dans le but d'isoler la RASD et de porter atteinte au peuple sahraoui.

Le secrétaire général du Front Polisario a longuement évoqué le soulèvement pacifique des populations sahraouies des territoires occupés.

L'intifada, déclenchée durant le mandat de la direction sortante, qu'il considère être «un des principaux fronts de lutte du peuple sahraoui».

T. H.